

# La société civile roumaine en pleine ébullition

Roumanie Des initiatives citoyennes se développent pour défendre la démocratie et l'Etat de droit.

**N**ous aurions aimé rester pas plus d'une heure sur la place de la Victoire de Bucarest. Mais après 53 jours, nous continuons à résister. Parce que les gouvernants ne nous laissent pas partir." Andrei Rosu, Roumain d'une quarantaine d'années, compte parmi les milliers de manifestants qui continuent à battre le pavé des grandes villes du pays pour empêcher le gouvernement social-démocrate de miner la lutte anticorruption. Armés d'épinglettes jaunes barrées du hashtag #rezist (Je résiste), devenu le slogan de la rue, plusieurs représentants de la société civile étaient présents au Parlement européen, à Bruxelles, pour faire le point sur leur combat, à l'issue d'un débat sur l'état de la démocratie et de la justice en Roumanie.

"J'ai commencé à manifester en 1989 (lors de la révolution qui a fait chuter le dictateur Ceausescu, Ndlr). 27 ans sont passés et je suis toujours dans la rue", regrette Dana Sarmes, professeure d'art devenue l'une des figures de la mobilisation citoyenne de la ville de Timisoara.

Si le gouvernement a fini par faire marche arrière sur son décret qui dépenalisait plusieurs faits de corruption, adopté la nuit du 31 janvier, les citoyens roumains restent aux aguets. Car la gauche, qui compte plusieurs membres accusés de corruption, vient à peine de récupérer les clés du pouvoir en décembre 2016 pour un mandat de quatre ans. Et semble déterminée à continuer le détricotage de la législation anticorruption pour se mettre à l'abri de la justice (lire ci-contre). "Pouvons-nous rester quatre ans dans la rue avec la peur que nos politiciens finiront par imposer cet agenda?", s'interroge Liviu Avram, rédacteur en chef du quotidien "Adevarul". "Dans ce bras de fer entre la rue et l'exécutif, le premier qui se fatigue perdra. Et la rue commence à fatiguer."

## Une plateforme pour mobiliser

Si, début février, 600 000 Roumains ont crié leur dégoût à l'égard de l'attitude du Parti social-démocrate (PSD), ils n'étaient "plus que" quelques milliers à braver le mauvais temps dimanche dernier. Mais la société civile née de cette mobilisation sans précédent depuis la révolution de 1989 n'est pas près de disparaître. Au contraire, elle s'organise autrement, pour s'ériger en rempart permanent face aux dérives des politiciens. Un exemple parmi d'autres : les gestionnaires des groupes Facebook #Rezistenta et "600 000", comptant au total près de 60 000 membres, ont décidé de créer la plateforme "www.rezist.ro" qui se chargera de mobiliser les citoyens et de centraliser les informations au sujet de la lutte anticorruption.

De plus, si Bucarest était généralement l'épicentre des mouvements contestataires et des initiatives citoyennes, la société bout désormais aux quatre coins du pays. Dans la ville de Cluj, située

au nord-ouest de la Roumanie, Ligia Mahalaeana a lancé l'initiative "Parapluie anticorruption", qui cherche à "solidariser la société civile" et "mener des campagnes qui augmentent le niveau de culture politique des citoyens". "La justice et l'Etat de droit forment la colonne vertébrale d'un état démocratique et civilisé. Si nous laissons une classe politique corrompue, qui exerce déjà un monopole sur le Parlement et le gouvernement, accaparer la justice, la Roumanie reviendra à la situation de 1989", estime-t-elle.

## Barrer l'accès au pouvoir aux corrompus

Aussi, c'est dans les rues de Timisoara qu'a été rédigée "La proclamation Roumanie 2017 +", soutenue par 20 000 citoyens et relayée par nombre de médias. Y sont listés huit moyens d'améliorer l'état de droit, dont l'interdiction pour une personne condamnée pénalement d'occuper une fonction publique. Actuellement, seuls les ministres doivent montrer patte blanche, ce qui a empêché Liviu Dragnea, le président du PSD condamné pour fraude électorale, de prendre les rênes de l'exécutif. Cette loi a été contestée devant la Cour constitutionnelle, penchant, elle aussi, à gauche.

Le verdict, qui devait tomber ce mardi, a été reporté. Mais quand bien même les juges donneraient raison à M. Dragnea, la classe politique ne

pourrait pas dormir sur ses deux oreilles. Des groupes de juristes, notamment de la ville montagnarde de Brasov, se mobilisent sur les réseaux sociaux pour préparer, ensemble, un projet de loi barrant l'accès à tous les niveaux de pouvoir aux politiciens trainant un casier.

Bref, si la rue demeure une tribune incontournable pour rappeler à l'ordre les hommes d'Etat, la lutte pour une Roumanie meilleure se mène aussi, et surtout, sur le front virtuel. "Nous avons la plus grande vitesse d'Internet d'Europe. Et cela a conduit non pas à une mobilisation en vue d'un concert de rock, mais bien à la plus rapide et la plus solide mobilisation de la génération 'digitale' de Roumanie pour un but commun : la lutte contre la corruption", observe Gabriel Liiceanu, célèbre philosophe roumain. "Nous n'avons plus affaire ici à de jeunes Roumains, mais à de jeunes Européens, qui ne veulent pas

quitter leur pays, mais veulent en faire une maison à leur guise. Espérons qu'ils créeront bientôt un parti moderne."

Mais sur ce point, les figures de cette nouvelle

société civile restent divisées, tant les politiciens ont mauvaise presse dans un pays rongé par la corruption. "L'idée que tous les partis sont une même misère a un fond de vérité, mais elle nuit à notre société. S'il n'y a pas de parti digne de ce nom, c'est à nous d'en créer un", souligne George Barbarosie, qui se présente comme un simple citoyen indigné et qui a été présent dans la rue pendant 40 jours. Pour Mihai Tudorica, administrateur de la page #Rezistenta, "le mouvement #Rezist doit rester un mouvement de rue, de chien de garde, et ne pas s'impliquer en politique. Mais c'est vrai, une société civile est née, et nous devons décider ce qu'on en fait. Elle ne pourra pas éviter pour toujours la politique."

Maria Udrescu

**"Nous avons la plus grande vitesse d'Internet d'Europe. Cela a conduit à la plus solide mobilisation de la génération 'digitale' de Roumanie."**

Gabriel Liiceanu  
Philosophe roumain.

## La gauche pousse la justice à rentrer dans le rang

■ Un projet de loi visant à gracier plusieurs milliers de détenus, dont des politiciens, est sur la table du Parlement.

Depuis sa tentative échouée de légaliser discrètement des faits de corruption, le gouvernement social-démocrate roumain a joué l'apaisement. Le ministre de la Justice Florin Iordache a démissionné. Le Premier ministre Sorin Grindeanu a feint de tendre la main à la rue, assurant plusieurs fois qu'il avait compris son message. Mais les projets législatifs mis sur la table par les sociaux-démocrates, ainsi que leurs déclarations, ont jeté quelques doutes sur la bonne volonté de M. Grindeanu.

Ainsi, l'autre plan concocté la nuit du 31 janvier, soit un projet de loi visant à gracier plusieurs milliers de détenus condamnés à moins de cinq ans de prison, se trouve-t-il toujours sur la table du Parlement. S'il était prévu que les individus accusés de corruption – entendu au sens le plus strict – ne pourraient pas en bénéficier, le leader des sénateurs sociaux-démocrates Serban Nicolae compte se débarrasser de cette nuance. Dans une liste d'amendements présentée au Parlement, il propose de gracier tous les individus condamnés à une peine de moins de trois ans. Tous, sans exception, donc également ceux impliqués dans des affaires de pots-de-vin, de trafic d'influence ou d'abus de pouvoir. A la demande du nouveau ministre de la Justice Tudorel Toader – qui essaie de se présenter comme apolitique –, le Sénat a reporté au 11 avril le débat sur ce projet de loi, prévu ce 21 mars.

### Le parquet anticorruption visé

Le même Serban Nicolae a également proposé ce mercredi de limiter le droit du chef d'Etat d'organiser un référendum sur des questions d'intérêt national. Une idée qui intervient quelques semaines seulement après que le président Klaus Iohan-

nis (centre-droite) a promis une consultation au sujet de la façon dont la Roumanie devrait continuer la lutte anticorruption.

Pendant ce temps, Liviu Dragnea, chef de file du Parti social-démocrate (PSD) et homme fort du pouvoir, attaque frontalement le parquet national anticorruption (DNA), véritable cauchemar des politiciens roumains. "Nous devons nous concentrer sur la démission de la procureure en chef du DNA, Madame Kovesi", a-t-il déclaré ouvertement sur la chaîne de télévision "Antena 3" proche du PSD. Le ministère de la Justice a d'ailleurs entamé depuis peu une "évaluation" de Laura Codruta Kovesi. Tandis que la Cour constitutionnelle, réputée à gauche, a statué le 10 mars que le DNA a dépassé ses compétences en enquêtant sur le décret d'urgence qui visait à dépenaliser des faits de corruption.

Catalin Radulescu, un député social-démocrate condamné à un an et six mois de prison pour corruption, a quant à lui proposé une "solution" plus radicale pour en finir avec les défenseurs de la justice. "J'ai gardé une mitraillette de la révolution. Comme ça, si un jour quelqu'un a encore l'idée de changer cet Etat, je suis prêt à sortir dans la rue avec mon arme et tirer immédiatement", a-t-il menacé. Une déclaration qui l'a replongé dans le collimateur de la justice.

Bref, le Parti social-démocrate a sensiblement changé de tactique – adoptant désormais ses décisions en pleine journée – mais n'a pas dévié de son objectif : assouplir la législation anticorruption.

M.U.

## 400

corrompus seraient  
graciés

Sur les 2 700 détenus qui bénéficieraient du projet de loi des sociaux-démocrates.